

## Artikel 24

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking vanaf het moment dat de federale en de gewestelijke wetgevers hun instemming hebben gegeven. Het akkoord wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* door de diensten van de eerste minister, op aanvraag van deze partij waarvan de wetgever als laatste zijn instemming met het akkoord heeft gegeven.

Opgemaakt te Brussel, in zoveel exemplaren als er partijen zijn.

Voor de Federale Staat :

De minister van Landbouw  
en van Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
K. PINXTEN

De minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

Voor het Vlaamse Gewest :

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
Vlaams minister van Buitenlands Beleid,  
Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie,  
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,  
T. KELCHTERMANS

Voor het Waalse Gewest :

De minister-president van de Waalse Regering  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kleine  
en Middelgrote Ondernemingen, Toerisme en Monumenten,  
R. COLLIGNON

De minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen  
en Landbouw,  
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De minister-voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
belast met Plaatselijke Besturen,  
Werkgelegenheid, Huisvesting, Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Stadsvernieuwing,  
Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN



F. 98 — 1738

[C - 98/27404]

**18 JUNI 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant exécution du décret du 18 juillet 1997  
relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;  
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 février 1998;  
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 1998;  
Vu la délibération du Gouvernement du 5 mars 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;
- 2° « Ministre » : le Ministre qui a la politique familiale dans ses attributions;
- 3° « centre » : le centre de planning et de consultation familiale et conjugale;
- 4° « administration » : la Division du troisième âge et de la famille de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région wallonne.

## CHAPITRE II. — *Dispositions particulières*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Concertation pluridisciplinaire*

**Art. 3.** La concertation pluridisciplinaire visée à l'article 5 du décret se réalise selon les modalités suivantes :

1° au moins une réunion tous les deux mois rassemble tous les membres de l'équipe qui assurent les fonctions médicale, psychologique, juridique et sociale ainsi que tout autre membre de l'équipe subventionné en vertu de l'article 26 du décret;

2° au moins trois réunions par an rassemblent tous les membres de l'équipe.

La concertation pluridisciplinaire a pour objet, notamment :

1° d'examiner et d'orienter les demandes pouvant être prises en charge par plusieurs membres de l'équipe pluridisciplinaire ou par un service extérieur mieux adapté;

2° de coordonner l'action des membres de l'équipe pluridisciplinaire;

3° de suivre l'évolution des personnes prises en charge;

4° d'évaluer le projet du centre.

Les réunions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> font l'objet d'un procès-verbal.

### *Section 2. — Informations et données anonymes à caractère épidémiologique*

**Art. 4.** Les informations et les données anonymes à caractère épidémiologique visées à l'article 8 du décret portent sur :

1° le nombre et la nature des demandes;

2° la fréquence et la nature des consultations;

3° les données relatives aux personnes qui introduisent une demande : l'âge, le sexe, l'état civil, la nationalité;

4° les pathologies ou difficultés rencontrées;

5° les actes médicaux posés.

### *Section 3. — Durée des prestations*

**Art. 5.** La durée des prestations minimales des membres de l'équipe est fixée comme suit :

- la durée des prestations psychologiques et médicales représente, pour chacune de ces prestations, au moins 10 % des heures annuelles d'ouverture;

- la durée des prestations sociales, juridiques et d'accueil représente, pour chacune de ces prestations, au moins 5 % des heures annuelles d'ouverture;

- la durée des séances d'animation représente au moins 5 % des heures annuelles d'ouverture.

### *Section 4. — Convention avec les prestataires indépendants*

**Art. 6.** Les professionnels indépendants qui prestent dans les centres concluent avec le pouvoir organisateur une convention écrite stipulant, notamment, qu'ils participent aux réunions pluridisciplinaires prévues à l'article 3, 1°.

La convention indique, le cas échéant, la partie des honoraires ristournés au centre au titre de participation aux frais du service.

La convention précise que les honoraires réclamés ne pourront en aucun cas être supérieurs aux tarifs prévus par les conventions liant les organismes assureurs aux prestataires agréés par les services de l'INAMI.

La convention précise, le cas échéant, si la tenue de séances d'animation fait partie des missions confiées au professionnel indépendant.

### *Section 5. — Registre d'activités*

**Art. 7.** Le registre visé à l'article 18 du décret est tenu conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Le registre est signé une fois par semaine, par le responsable de la gestion journalière ou, en cas d'absence de celui-ci, par un membre de l'équipe pluridisciplinaire, après indication des consultations, des animations et des éventuelles réunions pluridisciplinaires tenues durant la semaine.

### *Section 6. — Accessibilité du service*

**Art. 8.** Le centre est ouvert à raison d'au moins six cents heures par an et douze heures par semaine, pendant lesquelles les consultations ont lieu selon un horaire fixe.

Sont considérées comme heures d'ouverture, celles durant lesquelles un membre de l'équipe pluridisciplinaire au moins est présent.

Le centre est en tout cas ouvert un jour par semaine entre 17 et 19 heures ou le samedi entre 10 et 12 heures.

L'horaire des permanences et des consultations est porté à la connaissance du public et communiqué aux services de l'administration.

Il est notamment affiché dans les locaux du centre et à l'extérieur de celui-ci.

**Art. 9.** Le centre dispose au moins d'une salle d'attente et de bureaux de consultations adaptés aux missions.  
Les locaux doivent garantir la confidentialité des entretiens et des consultations.  
Le centre dispose d'un numéro de téléphone qui lui est propre.

*Section 7. — Intervention financière*

**Art. 10.** Le montant maximal de l'intervention financière exigible pour les consultations autres que médicales est fixé à six cents francs par personne et par consultation.

Le montant maximal des interventions financières exigibles est fixé à sept mille francs pour une interruption volontaire de grossesse.

Ces montants sont indexés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et notifiés aux centres par le Ministre.

Pour les consultations médicales, le montant de l'intervention financière exigible ne peut en aucun cas dépasser le montant de l'intervention personnelle restant à charge du bénéficiaire de l'assurance soins de santé.

Tout paiement donne lieu à délivrance d'un reçu dont un double est conservé dans le dossier médical.

Le reçu mentionne la date, le numéro d'identification de la consultation et le montant reçu. Il est signé par le prestataire.

*Section 8. — De l'agrément*

**Art. 11.** Le dossier de demande d'agrément est introduit auprès du Ministre par lettre recommandée.

Il comprend, outre les données énoncées à l'article 23 du décret :

- 1° l'identité de la personne représentant le pouvoir organisateur et ses coordonnées;
- 2° l'identification du centre : dénomination, adresse, numéro de téléphone, les jours et heures d'ouverture;
- 3° l'indication des autres sources de subsidiation par des pouvoirs publics ou des personnes privées;
- 4° les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire, du responsable de gestion journalière, leur horaire de travail et le volume de leurs prestations;
- 5° une copie des contrats de travail, des contrats visés à l'article 13 du décret et des conventions passées avec des bénévoles;
- 6° le modèle du dossier individuel;
- 7° un plan mentionnant la destination des locaux et l'accès à ceux-ci depuis la voie publique;
- 8° l'indication des communes et les chiffres des populations desservies par le centre;
- 9° le règlement d'ordre intérieur signé par le représentant du pouvoir organisateur et par les membres du personnel.

**Art. 12.** Conformément à l'article 33 du décret, le comité d'accompagnement rend son avis dans les deux mois de sa saisine.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la réception de l'avis du comité d'accompagnement.

**Art. 13.** Le renouvellement de l'agrément doit être demandé six mois au plus et trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande se fait par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre. Elle doit être accompagnée du dossier visé à l'article 11.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement après avis du comité d'accompagnement conformément aux dispositions prévues à l'article 12 alinéa 2.

**Art. 14.** Les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément sont instruites par l'administration.

Si les demandes précitées ne sont pas accompagnées de tous les documents et données visés à l'article 11 du présent arrêté, le demandeur en est avisé par l'administration dans les deux mois de la réception de la demande. L'avis de l'administration invite le demandeur à compléter son dossier et précise les documents et données manquants.

Les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément ne sont prises en considération par le Ministre que pour autant que le dossier introduit par le demandeur, le cas échéant complété conformément aux dispositions du second alinéa, réponde aux conditions de l'article 11.

**Art. 15.** Lorsqu'un centre agréé ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution, le Ministre peut soit décider du retrait de l'agrément, soit décider de réduire ou de suspendre l'octroi des subventions, soit encore de suspendre l'agrément.

Le centre à l'égard duquel il est envisagé de prendre une décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> en est avisé et est invité à faire valoir les observations écrites dans un délai de quinze jours à partir de la réception de la proposition de décision. Lesdites observations sont transmises au comité d'accompagnement.

Le dossier comprenant la proposition de décision ainsi que les observations écrites du centre sont transmises au comité d'accompagnement.

La décision est prise après avis du comité d'accompagnement conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 2, et elle indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant.

**Art. 16.** La décision de révision, de suspension, de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Elle est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement.

Le recours doit être introduit, par envoi recommandé, dans les deux mois de la notification de la décision querellée, auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le recours n'est pas suspensif. En cas d'accueil du recours contre une décision de révision, de suspension, de retrait ou de non renouvellement d'agrément, le droit aux subventions est rétabli à partir de la date fixée par le Gouvernement.

*Section 9. — Des subventions*

**Art. 17.** L'arrêté d'agrément détermine la catégorie pour laquelle le centre est agréé en fonction des activités annuelles de ce centre et conformément aux critères suivants :

catégorie I : centre agréé pour moins de 1 000 activités;

catégorie II : centre agréé pour 1 000 à 2 499 activités;

catégorie III : centre agréé pour 2 500 à 4 000 activités;

catégorie IV : centre agréé pour plus de 4 000 activités.

Les consultations comptent pour une activité.

Les réunions pluridisciplinaires prévues à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, comptent pour une activité.

Les séances d'animation comptent pour deux activités.

L'interruption volontaire de grossesse compte pour huit activités.

Les consultations par téléphone ne sont pas comptabilisées.

**Art. 18.** Les subventions couvrant les frais de fonctionnement sont allouées aux centres en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent et sont fixées conformément aux minima déterminés ci-après :

catégorie I : 180 000 Frs;

catégorie II : 500 000 Frs;

catégorie III : 800 000 Frs;

catégorie IV : 1 000 000 Frs.

Les subventions octroyées en vertu du présent article pourront être affectées au paiement de toute dépense supportée par le centre à l'exclusion des dépenses de personnel ou des dépenses relatives aux prestations effectuées par les professionnels indépendants, subventionnés en vertu des articles 26 et 27 du décret.

Les montants précités sont indexés le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, par référence à l'indice santé du 1<sup>er</sup> janvier 1998, et notifiés aux centres par le Ministre.

**Art. 19.** Tout changement de catégorie fait l'objet d'une modification de l'arrêté d'agrément conformément à l'article 28 du décret.

En pareil cas, l'avis du comité d'accompagnement est requis selon les modalités prévues à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>.

Au jour de l'introduction de la demande de changement de catégorie, le centre doit avoir fonctionné pendant une année entière conformément aux critères de définition de la catégorie supérieure pour laquelle la modification de l'arrêté d'agrément est sollicitée.

**Art. 20.** Lorsqu'un centre ne peut pour une année civile justifier du nombre d'activités correspondant au plancher de la catégorie au sein de laquelle il est agréé, la subvention est réduite au prorata des activités effectivement prestées et le Ministre peut procéder d'office à la révision de l'arrêté d'agrément.

Le Ministre notifie la proposition de révision au centre, lequel dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations écrites.

La proposition de changement accompagnée des observations écrites du centre sont soumises à l'avis du comité d'accompagnement selon les modalités prévues à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les dépenses de personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail sont subventionnées en fonction du nombre d'heures de prestations fixées par l'arrêté d'agrément. Les subventions ne peuvent excéder les échelles barémiques annexées au présent arrêté.

§ 2. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement prestés auprès de centres agréés ou subventionnés par une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international.

Le Ministre apprécie si les services visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être considérés, dans le chef de l'intéressé comme expérience utile.

§ 3. Le membre du personnel engagé à temps partiel obtient les augmentations intercalaires de la même manière qu'un membre du personnel engagé à temps plein.

Toutefois, si un membre du personnel a été engagé à temps partiel par le centre de planning familial et preste dorénavant à temps plein, les services qu'il aura prestés à temps partiel seront calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire à partir du moment où il preste à temps plein.

Les services effectifs qu'un membre du personnel a prestés antérieurement dans une autre fonction rémunérée, et admissibles pour le calcul des augmentations intercalaires tel que fixé au § 2 seront également calculés au prorata d'un horaire complet pour la détermination de son ancienneté pécuniaire pour la période antérieure à son entrée dans un centre.

§ 4. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année. Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 5. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 2.

§ 6. Les dispositions du présent article sont applicables sans effet rétroactif à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 7. Les échelles barémiques annexées au présent arrêté sont indexées conformément aux règles applicables au secteur.

**Art. 22.** Les dépenses relatives aux prestations, psychologiques, juridiques, ainsi que les prestations des conseillers conjugaux, effectuées dans le cadre d'un contrat d'entreprise, sont prises en considération à concurrence d'un montant forfaitaire de mille deux cents francs par heure de prestation effectuée subsidiable dont le nombre est fixé dans l'arrêté d'agrément.

Ce montant est indexé le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, par référence à l'indice santé du 1<sup>er</sup> janvier 1998, et notifié aux centres par le Ministre.

Les subventions allouées en vertu du premier alinéa peuvent être affectées au paiement des dépenses du personnel salarié du centre en complément des subventions allouées en vertu de l'article 21.

#### *Section 10. — Rapport annuel d'activités*

**Art. 23.** Au terme de chaque année, le centre transmet à l'administration un rapport d'activités. Celui-ci doit être conforme au modèle annexé au présent arrêté.

#### *Section 11. — Plan comptable normalisé*

**Art. 24.** Le centre adopte le plan comptable minimum normalisé arrêté en application de la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

#### *Section 12. — Comité d'accompagnement*

**Art. 25.** Le Gouvernement désigne le président du comité d'accompagnement. Le président désigne le membre qui assurera la présidence en son absence.

Le président fixe l'ordre du jour et adresse les convocations.

Le secrétariat du comité est assuré par un agent de l'administration.

Le comité prend ses décisions à la majorité simple. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Ministre approuve le règlement d'ordre intérieur du comité d'accompagnement.

#### *Section 13. — Fédération des centres*

**Art. 26.** Le Ministre agréé les fédérations de centres visées à l'article 33, alinéa 2, du décret.

Pour pouvoir être agréée, une fédération doit être reconnue comme organisme d'éducation permanente et doit regrouper au moins six centres agréés.

#### *Section 14. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 27.** Sont abrogés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1998 :

1° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 mars 1983 organisant l'octroi de subventions pour des cycles d'information en matière familiale;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 mars 1985 portant sur les mesures d'exécution du décret du 22 décembre 1983;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 décembre 1988 fixant le mode de calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement octroyée aux centres d'aide et d'information sexuelle, familiale et conjugale.

**Art. 28.** Les délais fixés dans l'article 13 ne sont pas applicables pour le renouvellement d'agrément, en application du présent arrêté, demandé par un centre agréé en vertu du décret du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle.

**Art. 29.** Les demandes de premier agrément introduites avant l'installation du comité d'accompagnement visé à l'article 33 du décret sont toutes examinées sur base du présent arrêté. Les délais visés aux articles 12 et 13 commencent à courir à la date de ladite installation.

**Art. 30.** Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 31.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1998.

**Art. 32.** Sans préjudice des dispositions de l'article 35 du décret, les subventions octroyées à chaque centre pour le premier semestre de l'année 1998, sont équivalentes à la moitié des subventions octroyées pour l'année 1997 pour autant que les activités déployées durant ce semestre soient au moins égales à la moitié de celles de l'année 1997.

Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Annexe I  
**Registre des activités**  
 Registre des consultations

N° ordre de la consultation	Date de la consultation	1ère visite au Centre	Index	N° ordre de consultation pour l'utilisateur	Age	Sexe	Nombre de consultants	Nationalité	Statut mutuelliste	Motifs de Contacts et Types de Consultation			envoyé par	Orienté vers	Signature
										Accueil	Consultation	I.V.G.			

REGISTRE DES ANIMATIONS						
DATE ET HEURE DE L'ANIMATION	DUREE DE L'ANIMATION (EN HEURE)	OBJET ET THEME DE L'ANIMATION	NOM ET QUALIFICATION DE(S) ANIMATEUR(S)	ANIMATEUR MEMBRE DE L'EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE OUI NON (*)	LIEU DE LA SEANCE	PUBLIC (GENRE) Nombre de personnes

(\*) si non : indiquer le nom du responsable

MATERIEL UTILISE	OBJECTIFS POURSUIVIS EN FONCTION DES THEMES ABORDES ET DU PUBLIC	INTERVENTION FINANCIERE DES PARTICIPANTS (RECETTE)



REGISTRE DES REUNIONS PLURIDISCIPLINAIRES			
DATE	NOM ET QUALIFICATION DES PARTICIPANTS	ORDRE DU JOUR	PROCES-VERBAL ETABLI LE

Explication du tableau du registre pour les consultations

N° d'ordre : numérotation continue

date de la consultation

1ère Visite au centre : 1. oui  
2. Déjà venu

index : N° du dossier octroyé à l'accueil pour un nouveau dossier.

N° d'ordre de consultation pour l'usager : nombre de consultations par consultant chez un même spécialiste, il peut s'agir d'un ancien cas, qui vient pour la première fois chez un autre spécialiste.

Age

Sexe : 1. féminin, 2. masculin

Nationalité : Belge, CEE, hors CEE

Statut mutualiste 1. en ordre 2. pas en ordre. Cette rubrique ne doit pas nécessairement être remplie si l'objet de la consultation est étranger à cette donnée, mais dans tous les cas pour les consultations médicales ou sociales.

Type de consultation et motifs de contacts :

La première colonne est réservée à l'accueil : initiale du spécialiste et n° de nomenclature se rapportant à l'accueil.

Si l'accueil est effectué sous responsabilité d'un membre de l'équipe, il faut indiquer : ac n° de l'item suivi de l'initiale du responsable.

La deuxième colonne est réservée aux consultations : initiales du spécialiste suivi du n° de l'item adéquat.

La troisième colonne est réservée aux activités I.V.G. : initiale du spécialiste suivi de l'item adéquat.

M : médecin

P : psychologue

CC : conseiller conjugal

S : sexologue

AS : assistant social

AC : accueillant suivi de la lettre de celui qui assume la responsabilité

J : juriste

Envoyé par, Orienté vers,

première lettre du prestataire si c'est interne

établir une nomenclature si c'est externe ex : 1. SAJ, 2. Equipe SOS, 3.CPAS, 4. médecin traitant, 6. Médecin spécialiste.....

Signature du prestataire

deux signatures si l'accueillant travaille sous responsabilité.

**Annexe au registre  
répartition des items par spécialités**

Psychologues, consultation conjugale, sexologie :

1. troubles de l'humeur
2. questions relatives à la sexualité
3. assuétudes
4. problèmes familiaux
5. problèmes conjugaux
6. problèmes liés aux étapes de la vie
7. Questions psychologiques relatives à l'I.V.G.
8. maltraitance, abus, violence
9. autres

Médical :

1. première contraception
2. suivi gynécologique
3. problèmes inhérents à la vie sexuelle et affective
4. MST
5. grossesse
6. infertilité
7. I.V.G.
- 7.1 première visite
- 7.2 I.V.G.
- 7.3. 1<sup>er</sup> suivi médical
- 7.4. second suivi médical
8. autres

Social :

1. médiation avec des institutions sociales (CPAS, Mutuelles, chômage..).
2. médiation, orientation, collaboration avec le réseau social et sanitaire
3. information et accompagnement des grossesses non désirées
4. informations liées au droit familial
5. abus, violence, maltraitance
6. autres

Juridique :

1. divorce, séparation
2. filiation
- 3 adoption
4. exercice de l'autorité parentale
5. droit des jeunes
6. consultation dans le cadre de l'IVG
- 7 abus, violence, maltraitance
8. autres à spécifier dans la fiche individuelle

accueil :

1. accueil médico-social
- accueil I.V.G.
- accompagnement I.V.G.
2. test de grossesse
3. information à l'éducation sexuelle et affective
4. clarification et orientation interne et externe
5. autres à spécifier dans la fiche individuelle.

## Fiche individuelle

NOM et PRENOM

N° de dossier

Date de la première visite

Etat civil

Date de naissance

Sexe

Nationalité

Statut mutuelliste

Situation Familiale

Statut Professionnel

Objet de la première demande

Envoyé par

Orienté vers

Suivi 1) Modification de la fiche :

Date-Rubrique modifiée

2) Fiche pluridisciplinaire annexée

Fiche pluridisciplinaire

N° DOSSIER	DATE	SPECIALISTE	OBJET DE LA CONSULTATION	DATE PROCHAIN R.V.	ENVOYE PAR		ORIENTE VERS		DATE REUNION PLURIDISCIPLINAIRE
					Interne	Externe	Interne	Externe	

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale. Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

Annexe II

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES

Année :

Identification du centre :

Numéro d'agrément :

Personne responsable de la gestion journalière :

Adresse :

Téléphone :

Téléfax :

Affilié à une fédération :

Si oui, laquelle ?

Activités orientées vers la population**I. Consultations (chiffrées)**

Nombre d'activités d'accueil :

Nombre de consultations :

- médicales :
- psychologiques :
- juridiques :
- sociales :

Nombres de consultations en relation avec l'I.V.G. (à mettre en rapport avec l'item prévu)

- AC :
- AS :
- P :
- CC :
- S :
- M :

Nombre total d'heures d'ouverture :

Nombre total des consultations pour l'année :

Nombre de consultants au cours de l'année :

Heures habituelles d'ouverture par semaine :





Par qui - membre de l'équipe :  
  
- animateur extérieur :

A la demande :

Evaluation :

#### **IV. Autres activités**

Explicitez les motivations et les objectifs de cette ou ces activité(s) :

#### **V. Collaboration avec des partenaires**

Type et objets des collaborations :

Qui en est l'initiateur :

Coordonnées des partenaires :

Evaluation du partenariat :

Conventions conclues : oui-non  
Si oui - joindre copies de celles-ci

**VI. Formation continuée des travailleurs du centre**

Nom et qualification des personnes bénéficiaires de cette formation :

Description, durée et fréquence, organisateur - qualification de celui-ci, lieu de la formation : A l'initiative de qui cette formation a-t-elle lieu ?

Lien entre la formation et le projet du centre :

Coût de la formation :

Partie du coût supportée par les centres :

Le centre a-t-il pu répondre aux problèmes rencontrés, dans quelles mesures ?

Si non, quelle solution envisagez-vous ?

Quels sont les problèmes récurrents que rencontre la population en contact avec le centre ?

Comment le centre y-a-t-il répondu ?

Quels sont les projets et objectifs du centre pour l'année suivante ?

Remarques particulières :

Vu pour être annexée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

---

## Annexe III

## Barèmes

## Annexe au dossier planning-registre

Barèmes visés à l'article 21, § 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Le traitement est rattaché à l'indice pivot 138.01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

	ASSISTANT SOCIAL ET GRADUE	UNIVERSITAIRE
0	623.664	822.870
1	635.886	847.803
2	648.110	872.735
3	695.267	915.483
4	695.267	915.483
5	716.222	953.771
6	716.222	953.771
7	737.177	992.061
8	737.177	992.061
9	840.088	1.030.351
10	840.088	1.030.351
11	861.459	1.068.641
12	875.706	1.082.887
13	897.076	1.121.177
14	897.076	1.121.177
15	918.447	1.159.467
16	918.447	1.159.467
17	939.817	1.197.756
18	1.013.427	1.197.756
19	1.034.797	1.236.046
20	1.034.797	1.236.046
21	1.056.167	1.274.336
22	1.056.167	1.274.336
23	1.077.538	1.312.625
24	1.077.538	1.323.625
25	1.098.908	1.312.625
26	1.098.908	1.312.625
27	1.120.279	1.312.625
28	1.120.279	1.312.625
29	1.120.279	1.312.625
30	1.120.279	1.312.625

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 18 juin 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action Sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

## VERTALING

N. 98 — 1738

[C — 98/27404]

**18 JUNI 1998. — Besluit van de Waalse Regering  
tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 maart 1998 waarbij de Raad van State verzocht wordt advies uit te brengen binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 mei 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen****Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

2° "Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheden het gezinsbeleid behoort;

3° "centrum" : het centrum voor levens- en gezinsvragen;

4° "bestuur" : de afdeling Derde Leeftijd en Gezin van de algemene directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen****Afdeling I. — Multidisciplinair overleg****Art. 3.** Wat in artikel 5 van het decreet bedoelde multidisciplinair overleg betreft, moeten de volgende regels in acht worden genomen :

1° alle leden van de ploeg die een medische, psychologische, juridische en sociale functie vervullen, moeten ten minste één keer om de twee maanden vergaderen, evenals elk ander lid van de ploeg voor wie een subsidie wordt verleend krachtens artikel 26 van het decreet;

2° alle leden van de ploeg moeten ten minste drie keer per jaar vergaderen.

Het multidisciplinair overleg heeft met name als doel :

1° de aanvragen te onderzoeken of te onderwerpen aan andere leden van de multidisciplinaire ploeg of aan een meer geschikte buitendienst;

2° de actie van de leden van de multidisciplinaire ploeg te coördineren;

3° de evolutie van de opgevangen personen na te gaan;

4° het project van het centrum te evalueren.

De in het eerste lid bedoelde vergaderingen maken het voorwerp uit van notulen.

**Afdeling 2. — Naamloze informatie en gegevens van epidemiologische aard****Art. 4.** De in artikel 8 van het decreet bedoelde naamloze informatie en gegevens van epidemiologische aard betreffen :

1° het aantal en het soort aanvragen;

2° de frequentie en de aard van de consulten;

3° de personalia van de aanvragers : leeftijd, geslacht, burgerlijke stand, nationaliteit;

4° de tegengekomen pathologieën of moeilijkheden;

5° de verrichte medische handelingen.

**Afdeling 3. — Duur van de verstrekkingen****Art. 5.** De duur van de minimale verstrekkingen van de leden van de ploeg is vastgesteld als volgt :

- voor elke psychologische en medische verstrekking, ten minste 10% van de jaarlijkse openingstijden;

- voor elke sociale en juridische verstrekking en voor elke verstrekking i.v.m. de opvang, ten minste 5% van de jaarlijkse openingstijden;

- voor elke verstrekking i.v.m. animaties, ten minste 5% van de jaarlijkse openingstijden.

**Afdeling 4. — Overeenkomst met zelfstandige hulpverleners****Art. 6.** De zelfstandige hulpverleners die in centra werken, sluiten met de inrichtende macht een geschreven overeenkomst waarbij ze o.a. de in artikel 3, eerste lid, bedoelde multidisciplinaire vergaderingen mogen bijwonen.

De overeenkomst vermeldt in voorkomend geval het deel van de honoraria dat als bijdrage in de kosten van de dienst aan het centrum wordt geristorneerd.

De overeenkomst bepaalt ook dat de opgeëiste honoraria in geen geval hoger mogen zijn dan de tarieven die vastgesteld zijn bij de overeenkomsten die de verzekeringsinstellingen aan de door het RIZIV erkende dienstverleners verbinden.

In voorkomend geval bepaalt de overeenkomst of de animatiefunctie één van de opdrachten is die de zelfstandige hulpverlener te vervullen heeft.

*Afdeling 5. — Activiteitenregister*

**Art. 7.** Het in artikel 18 van het decreet bedoelde register moet stroken met het bij dit besluit gevoegde model.

Het register met de consulten, de animaties en de eventuele multidisciplinaire vergaderingen die tijdens de week plaatsvinden, moet één keer per week getekend worden door de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer of, bij diens afwezigheid, door een lid van de multidisciplinaire ploeg.

*Afdeling 6. — Toegankelijkheid van de dienst*

**Art. 8.** Het centrum is ten minste zeshonderd uur per jaar en twaalf uur per week toegankelijk en de consulten vinden er plaats binnen een vast werkrooster.

De uren tijdens welke ten minste één lid van de multidisciplinaire ploeg aanwezig is, worden als openingstijden beschouwd.

Het centrum is hoe dan ook één dag per week toegankelijk, tussen 17 en 19 uur, of op zaterdag, tussen 10 en 12 uur.

Het rooster van de permanences en consulten wordt ter kennis gebracht van het publiek en aan de diensten van het bestuur meegedeeld.

Het wordt met name aangeplakt in de lokalen van het centrum en erbuiten.

**Art. 9.** Het centrum beschikt ten minste over een wachtkamer en over geschikte consultbureaus.

De lokalen moeten de vertrouwelijkheid van de gesprekken en consulten verzekeren.

Het centrum beschikt over een eigen telefoonnummer.

*Afdeling 7. — Financiële bijdrage*

**Art. 10.** De financiële bijdrage die voor niet-medische consulten gevraagd kan worden, bedraagt maximum 600 BEF per persoon en per consult.

De financiële bijdrage die voor een zwangerschapsonderbreking gevraagd kan worden, bedraagt maximum 7 000 BEF.

Deze bedragen worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd en door de Minister aan de centra meegedeeld.

De financiële bijdrage die voor medische consulten gevraagd kan worden, mag in geen geval hoger zijn dan de persoonlijke bijdrage die ten laste blijft van de begunstigde van de gezondheidszorgverzekering.

Na elke betaling wordt een ontvangstbewijs afgegeven waarvan een dubbel in het medisch dossier bewaard wordt.

De datum, het identificatienummer van het consult en het ontvangen bedrag worden vermeld op het ontvangstbewijs, dat door de hulpverlener wordt getekend.

*Afdeling 8. — Erkenning*

**Art. 11.** Het dossier van de erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister overgemaakt.

Naast de in artikel 23 van het decreet bedoelde gegevens bevat het :

1° de identiteit en de personalia van de vertegenwoordiger van de inrichtende macht;

2° de identificatie van het centrum : benaming, adres, telefoonnummer, openingsdagen en -tijden;

3° de vermelding van de andere subsidiëeringsbronnen (overheid of particulieren);

4° de naam, titels, diploma's en functies van elk lid van de multidisciplinaire ploeg, van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer, hun werkrooster en de omvang van hun verstrekkingen;

5° een afschrift van de arbeidsovereenkomsten, van de in artikel 13 van het decreet bedoelde overeenkomsten en van de overeenkomsten die met vrijwilligers gesloten zijn;

6° het model van het individuele dossier;

7° een plan met de bestemming van de lokalen en de toegang ertoe vanaf de openbare weg;

8° de gemeenten en het aantal mensen aan wie het centrum zijn diensten verleent;

9° het huishoudelijk reglement getekend door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en door de personeelsleden.

**Art. 12.** Overeenkomstig artikel 33 van het decreet moet het begeleidingscomité advies uitbrengen binnen twee maanden na de indiening van de erkenningsaanvraag.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen twee maanden vanaf de ontvangst van het advies van het begeleidingscomité.

**Art. 13.** De vernieuwing van de erkenning moet ten hoogste zes maanden en ten minste drie maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd worden. De aanvraag is bij ter post aangetekende brief aan de Minister te richten. Ze moet vergezeld gaan van het in artikel 11 bedoelde dossier.

De Minister beslist over de vernieuwingsaanvraag na advies van het begeleidingscomité, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, tweede lid.

**Art. 14.** De aanvragen om erkenning en om vernieuwing van erkenning worden door het bestuur behandeld.

Indien al de in artikel 11 van dit besluit bedoelde documenten en gegevens niet bij de aanvraag gevoegd zijn, wordt de aanvrager door het bestuur verwittigd binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag. In zijn bericht verzoekt het bestuur de aanvrager erom zijn dossier aan te vullen en vermeldt het de ontbrekende documenten en gegevens.

De Minister neemt de aanvraag om erkenning en om vernieuwing van erkenning slechts in aanmerking als het door de aanvrager ingediende dossier, in voorkomend geval aangevuld overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, aan de in artikel 11 bedoelde vereisten voldoet.

**Art. 15.** Wanneer een erkend centrum de bepalingen van het decreet of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet in acht neemt, kan de Minister beslissen hetzij de erkenning in te trekken, hetzij de toelagen te verminderen of te schorsen, of de erkenning te schorsen.

Het centrum ten opzichte waarvan wordt overwogen één van de in het eerste lid bedoelde beslissingen te nemen, wordt daarvan op de hoogte gebracht. Het wordt verzocht zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het voorstel van beslissing. Deze opmerkingen worden aan het begeleidingscomité overgemaakt. Het dossier met het voorstel van beslissing en de opmerkingen worden aan het begeleidingscomité gestuurd.

De beslissing wordt genomen na advies van het begeleidingscomité, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, tweede lid. De datum van inwerkingtreding, de duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan worden er o.a. in aangegeven.

**Art. 16.** De beslissing tot herziening, schorsing, weigering, intrekking of niet-vernieuwing van de erkenning wordt bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager meegedeeld. Tegen de beslissing kan een beroep bij de Regering worden ingesteld.

Het beroep moet binnen twee maanden na de mededeling van de betwiste beslissing bij aangetekend schrijven ingediend worden bij de Minister, die het aan de Regering onderwerpt.

Het beroep is niet schorsend. Ingeval het beroep tegen een beslissing tot herziening, schorsing, intrekking of niet-vernieuwing van de erkenning ontvankelijk is, wordt het recht op de toelagen hersteld vanaf de door de Regering bepaalde datum.

#### *Afdeling 9. — Toelagen*

**Art. 17.** Het erkenningsbesluit bepaalt in welke categorie elk erkend centrum wordt ingedeeld op grond van het aantal activiteiten die het in de loop van het jaar verricht :

Categorie I : minder dan 1 000 activiteiten;

Categorie II : 1 000 à 2 499 activiteiten;

Categorie III : 2 500 à 4 000 activiteiten;

Categorie IV : meer dan 4 000 activiteiten.

De consulten worden beschouwd als één activiteit.

De in artikel 3, eerste lid, bedoelde multidisciplinaire vergaderingen worden beschouwd als één activiteit.

De animaties worden beschouwd als twee activiteiten.

De zwangerschapsonderbreking wordt beschouwd als acht activiteiten.

De consulten per telefoon worden niet in aanmerking genomen.

**Art. 18.** De centra krijgen toelagen voor hun werkingskosten op grond van de categorie waarin ze ingedeeld zijn. Het bedrag van de toelagen wordt berekend op grond van de onderstaande minima :

Categorie I : 180 000 BEF;

Categorie II : 500 000 BEF;

Categorie III : 800 000 BEF;

Categorie IV : 1 000 000 BEF.

De overeenkomstig dit artikel toegekende toelagen mogen gebruikt worden voor de betaling van alle door het centrum gedragen kosten, met uitzondering van de personeelskosten of van de kosten voor de verstrekkingen van de zelfstandige hulpverleners die krachtens de artikelen 26 en 27 van het decreet gesubsidieerd worden.

De bovenbedoelde bedragen worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd, op grond van de gezondheidsindex van 1 januari 1998, en door de Minister aan de centra meegedeeld.

**Art. 19.** Het erkenningsbesluit wordt overeenkomstig artikel 28 van het decreet na elke verandering van categorie gewijzigd.

In dat geval wordt het begeleidingscomité verzocht advies uit te brengen, zoals bedoeld in artikel 12, eerste lid.

Op de dag van de indiening van de aanvraag om verandering van categorie moet het centrum een vol jaar gewerkt hebben overeenkomstig de criteria tot bepaling van de hogere categorie waarvoor de wijziging van het erkenningsbesluit gevraagd wordt.

**Art. 20.** Als een centrum niet kan bewijzen dat het over één kalenderjaar het minimumaantal activiteiten heeft verricht dat voorzien is voor de categorie waarvoor het erkend is, wordt de toelage verminderd naar rata van de werkelijk verrichte activiteiten, en kan de Minister van ambtswege overgaan tot de herziening van het erkenningsbesluit.

De Minister betekent het voorstel tot herziening aan het centrum, dat over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

Het voorstel tot verandering en de geschreven opmerkingen van het centrum zijn volgens de in artikel 12, eerste lid, bedoelde regels aan het advies van het begeleidingscomité te onderwerpen.

**Art. 21.** § 1. De uitgaven voor het statutaire of het contractuele personeel worden gesubsidieerd op grond van het aantal diensturen dat bij het erkenningsbesluit is vastgesteld. De toelagen mogen de bij dit besluit gevoegde weddeschalen niet overschrijden.

§ 2. Er kunnen tussentijdse verhogingen worden toegekend voor effectieve diensten die als nuttige ervaring kunnen worden beschouwd en die het personeel vroeger heeft gepresteerd bij centra die erkend of gesubsidieerd zijn door een overheid van Belgisch, buitenlands of internationaal recht.

De Minister oordeelt of de in het eerste lid bedoelde diensten als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 3. De tussentijdse verhogingen worden zowel aan de deeltijds als aan de voltijds in dienst genomen personeelsleden toegekend.

Als een personeelslid dat deeltijds in dienst is genomen door een centrum voor levensvragen, voortaan voltijds werkt, zullen de deeltijds gepresteerde diensten, vanaf het ogenblik dat het lid voltijds werkt, berekend worden op grond van een voltijdse werkrooster voor de bepaling van zijn geldelijke anciënniteit.

De effectieve diensten die een personeelslid in een ander bezoldigd ambt heeft gepresteerd en die in aanmerking mogen worden genomen voor de berekening van de tussentijdse verhogingen, zoals bedoeld in § 2, worden ook berekend op grond van een voltijdse werkrooster om zijn geldelijke anciënniteit te bepalen voor de periode die voorafgaat aan zijn indiensttreding bij een centrum.

§ 4. De toelaatbare diensten die volle maanden betreffen, worden rechtstreeks in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd.

De toelaatbare diensten die maandgedeelten betreffen, worden aan het einde van het jaar opgeteld. Maandgedeelten van dertig dagen worden in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd tot één maand per periode van dertig dagen.

§ 5. De anciënniteiten worden in aanmerking genomen binnen de maand van de overlegging van juist verklaarde stukken met o.a. de volgende gegevens : de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en het soort baan, het statuut en het aantal gepresteerde uren, alsook het bewijs dat deze diensten erkend of gesubsidieerd waren door de in § 2 bedoelde overheid of instellingen.

§ 6. De bepalingen van dit artikel zijn zonder terugwerkende kracht van toepassing vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

§ 7. De bij dit besluit gevoegde weddeschalen worden geïndexeerd volgens de regels die in de sector gelden.

**Art. 22.** De uitgaven i.v.m. de psychologische en juridische verstrekkingen en met de diensten die de adviseurs voor huwelijksproblemen in het kader van een aannemingscontract verstrekken, komen in aanmerking ten belope van een forfaitair bedrag van 1 200 BEF per subsidiabel gepresteerd uur waarvan het aantal in het erkenningsbesluit is vastgesteld.

Dit bedrag wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd, op grond van de gezondheidsindex van 1 januari 1998, en door de Minister aan de centra meegegeeld.

De krachtens het eerste lid toegekende toelagen kunnen gebruikt worden voor de betaling van de kosten van het bezoldigde personeel van het centrum als aanvulling van de krachtens artikel 21 verleende toelagen.

#### *Afdeling 10. — Jaarlijks activiteitenverslag*

**Art. 23.** Aan het einde van elk jaar bezorgt het centrum het bestuur een activiteitenverslag dat moet stroken met het bij dit besluit gevoegde model.

#### *Afdeling 11. — Genormaliseerd boekhoudplan*

**Art. 24.** Het centrum keurt het genormaliseerde boekhoudplan goed dat opgemaakt is op grond van de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

#### *Afdeling 12. — Begeleidingscomité*

**Art. 25.** De Regering wijst de voorzitter van het begeleidingscomité aan. De voorzitter wijst een lid aan dat het voorzitterschap tijdens zijn afwezigheid zal waarnemen.

De voorzitter bepaalt de agenda en verstuurt de oproepingen.

Het secretariaat van het comité wordt door een personeelslid van het bestuur waargenomen.

Het comité beslist bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De Minister keurt het huishoudelijk reglement van het begeleidingscomité goed.

#### *Afdeling 13. — Centrafederatie*

**Art. 26.** De Minister erkent de in artikel 33, tweede lid, van het decreet bedoelde centrafederaties.

Om een erkenning te verkrijgen, moet een federatie erkend worden als instelling voor permanente educatie en ten minste zes erkende centra tellen.

#### *Afdeling 14. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 27.** Op 1 januari 1998 worden opgeheven :

1° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 2 maart 1983 tot regeling van de subsidiëring van voorlichtingscyclussen in verband met het gezin;

2° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 maart 1985 houdende uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 22 december 1983;

3° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 december 1988 tot vaststelling van de wijze van berekening van het bedrag van de vaste werkingstoelage toegekend aan de centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven.

**Art. 28.** De in artikel 13 vastgestelde termijnen gelden niet voor de vernieuwing, overeenkomstig dit besluit, van een erkenning die aangevraagd wordt door een centrum dat erkend is krachtens het decreet van 22 december 1983 tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en -voorlichting.

**Art. 29.** De aanvragen om eerste erkenning die vóór de oprichting van het in artikel 33 van het decreet bedoelde begeleidingscomité zijn ingediend, worden alle onderzocht op grond van het decreet waarop dit besluit betrekking heeft. De in de artikelen 12 en 13 bedoelde termijnen beginnen te lopen vanaf de datum van hun oprichting.

**Art. 30.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 31.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1998.

**Art. 32.** Onverminderd de bepalingen van artikel 35 van het decreet, zijn de voor het eerste semester van het jaar 1998 aan elk centrum toegekende toelagen gelijk aan de helft van de voor het jaar 1997 toegekende toelagen, voor zover de tijdens dat semester verrichte som activiteiten ten minste gelijk is aan de helft van die van het jaar 1997.

Namen, 18 juni 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX





ANIMATIREGISTER						
Datum en uur van de animatie	Duur van de animatie (in uren)	Voorwerp en thema van de animatie	Naam en kwalificatie van de animator(s)	Animator lid van de multidisciplinaire ploeg JA NEEN (*)	Plaats van de bijeenkomst	Publiek (soort) Aantal personen

(\*) Zo nee : de naam van de verantwoordelijke persoon vermelden

GEBRUIKT MATERIEEL	NAGESTREEFDE DOELEINDEN NAAR GELANG VAN DE AANGESNEDEN THEMA'S EN VAN HET PUBLIEK	FINANCIELE BIJDRAGE VAN DE DEELNEMERS (ONTVANGST)

REGISTER VAN DE MULTIDICIPLINAIRE VERGADERINGEN			
DATUM	NAAM EN KWALIFICATIE VAN DE DEELNEMERS	DAGORDE	PROCES-VERBAAL OPGEMAAKT OP

Uitleg van de tabel van het consultenregister

Volgnummer : onafgebroken nummering

Datum van het consult

Eerste bezoek aan het centrum : 1. Ja  
2. Reeds langsgekomen

Index : nr. van het dossier dat bij de opvang voor een nieuw dossier wordt afgegeven

Volgnummer van consult voor de gebruiker : aantal consulten per consultant bij dezelfde specialist; het kan gaan om een persoon die voor het eerst een andere specialist raadpleegt.

Leeftijd :

Geslacht : 1. vrouwelijk 2. mannelijk

Nationaliteit : Belg, EEG, buiten EEG

Mutualistisch statuut : 1. in orde 2. niet in orde. Deze rubriek moet niet noodzakelijk ingevuld worden als het voorwerp van het consult niets te maken heeft met dit gegeven, maar wel voor medische of sociale consulten.

Soort consult en redenen :

De eerste kolom is bestemd voor de opvang : initialen van de specialist en nomenclatuurnummer m.b.t. de opvang. Indien een lid van de ploeg verantwoordelijk is voor de opvang, moet het volgende worden vermeld : OP. nr. van het item, gevolgd door de initialen van de verantwoordelijke.

De tweede kolom is bestemd voor de consulten : initialen van de specialist, gevolgd door het nummer van het geschikte item.

De derde kolom is bestemd voor activiteiten i.v.m. 'zwangerschapsonderbreking' : initialen van de specialist, gevolgd door het geschikte item.

G : geneesheer

P : psycholoog

AH : adviseur voor huwelijksproblemen

S : seksuoloog

MA : maatschappelijk assistent

OP : opvangende persoon, gevolgd door de initialen van de verantwoordelijke

J : jurist

Gestuurd door, gestuurd naar  
initialen van de dienstverlener, als het intern is  
een nomenclatuur opmaken als het extern is : 1. Dienst Hulpverlening aan de Jeugd, 2. SOS-ploeg, 3. OCMW,  
4. behandelend geneesheer, 5. Geneesheer-specialist...

Handtekening van de dienstverlener

twee handtekeningen als de opvangende persoon op verantwoordelijkheid werkt.

Bijlage bij het register  
**Verdeling van de items per specialiteit**

Psychologen, echtelijke raadpleging, seksuologie :

1. humeurstoornis
2. vragen i.v.m. seksualiteit
3. verslavingen
4. gezinsmoeilijkheden
5. huwelijksproblemen
6. problemen i.v.m. de levensperiodes
7. psychologische vragen i.v.m. zwangerschapsonderbreking
8. mishandeling, misbruik, gewelddadigheden
9. andere

Medisch :

1. eerste anticonceptie
2. gynaecologische opvolging
3. problemen i.v.m. het seksuele en gevoelsleven
4. SOA
5. zwangerschap
6. onvruchtbaarheid
7. zwangerschapsonderbreking
  - 7.1. eerste bezoek
  - 7.2. zwangerschapsonderbreking
  - 7.3. eerste medische opvolging
  - 7.4. tweede medische opvolging
8. andere

Sociaal :

1. bemiddeling met sociale instellingen (OCMW's, ziekenfondsen, werkloosheid,...)
2. bemiddeling, oriëntatie, samenwerking met het sociale en sanitaire net
3. informatie en begeleiding van ongewenste zwangerschappen
4. informatie i.v.m. het familierecht
5. misbruik, gewelddadigheden, mishandeling
6. andere

Juridisch :

1. echtscheiding, scheiding
2. filiatie
3. adoptie
4. uitoefening van het ouderlijke gezag
5. recht van de jongeren
6. consult in het kader van de zwangerschapsonderbreking
7. misbruik, gewelddadigheden, mishandeling
8. andere, op de individuele fiche te vermelden

Opvang :

1. medisch-sociale opvang  
opvang 'zwangerschapsonderbreking'  
begeleiding 'zwangerschapsonderbreking'
2. zwangerschapstest
3. informatie i.v.m. seksuele en gevoelsvoorlichting
4. opheldering en interne en externe oriëntatie
5. andere, op de individuele fiche te vermelden.

## Individuele fiche

NAAM EN VOORNAAM
Dossier nr.
Datum van het eerste bezoek
Burgerlijke stand
Geboortedatum
Geslacht
Nationaliteit
Mutualistisch statuut
Gezinstoestand
Beroepsstatuut
Voorwerp van het eerste bezoek
Gestuurd door
Gestuurd naar
Opvolging 1) Wijziging in de fiche :  Datum - Gewijzigde rubriek :  2) Bijgaande multidisciplinaire fiche :

Multidisciplinaire fiche

DOSSIER NR.	DATUM	SPECIALIST	VOORWERP VAN HET CONSULT	DATUM VOLGENDE AFSPRAAK	GESTUURD DOOR		GESTUURD NAAR		DATUM MULTIDIS- CIPLINAIRE VERGADERING
					Intern	Extern	Intern	Extern	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen consultenregister.

Namen, 18 juni 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

—



Bijlage II

JAARLIJKS ACTIVITEITENVERSLAG

Jaar :

Identificatie van het centrum :

Erkenningsnummer :

Verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer :

Adres :

Telefoon :

Telefax :

Aangesloten bij een federatie :

Zo ja, welke ?

**Activiteiten die voor de bevolking bestemd zijn****I. Consulten (in cijfers)**

Aantal activiteiten i.v.m. de opvang :

Aantal - medische consulten :

- psychologische consulten :
- juridische consulten :
- sociale consulten :

Aantal consulten i.v.m. zwangerschapsonderbreking (in verband te brengen met het voorziene item) :

- OP :
- MA :
- P :
- AH :
- S :
- G :

Totaal aantal openingstijden :

Totaal aantal consulten voor het jaar :

Aantal consultants tijdens het jaar :

Gebruikelijke openingstijden per week :

**II. Multidisciplinaire vergaderingen**

Aantal :

Aangesneden onderwerpen :

Algemene evaluatie van deze multidisciplinaire vergaderingen :

**III. Animaties**

Aantal animaties - in de lokalen van het centrum :  
- buiten het centrum :

Totale duur van de animaties :

Bedoeld publiek (leeftijd, geslacht) :

Totaal aantal deelnemers :

- Plaatsen (scholen, centra,...) :
- Aangesneden thema's :

Door wie - lid van de ploeg :

- externe animator :

Op het verzoek van :

Evaluatie :

#### **IV. Andere activiteiten**

Motivaties en doeleinden van deze activiteit(en) :

#### **V. Samenwerking met partners**

Type en voorwerpen van de samenwerking :

Initiatiefnemer :

Personalia van de partners :

Evaluatie van het partnerschap :

Gesloten overeenkomsten : ja - nee  
Zo ja, afschriften ervan bijvoegen

**VI. Voortgezette opleiding van de werknemers van het centrum**

Naam en kwalificatie van de begunstigden van de opleiding :

Omschrijving, duur en frequentie, naam en kwalificatie van de organisator, plaats van de opleiding :

Initiatiefnemer van deze opleiding :

Verband tussen de opleiding en het project van het centrum :

Kosten van de opleiding :

Gedeelte van de kosten dat door de centra gedragen wordt :

Heeft het centrum de ondervonden problemen kunnen oplossen, in welke mate ?

Zo nee, welke oplossing stelt u voor ?

Welke terugkerende problemen worden ondervonden door de bevolking die in contact is met het centrum ?

Welke oplossing heeft het centrum daarvoor gevonden ?

Wat zijn de projecten en de doeleinden van het centrum voor het volgende jaar ?

Bijzondere opmerkingen :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen consultenregister.

Namen, 18 juni 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

---

## Bijlage III

## Weddeschalen

## Bijlage bij het dossier planning-register

Weddeschalen bedoeld in artikel 21, § 7, van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

De wedde wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138.01 van 1 januari 1990.

	MAATSCHAPPELIJK ASSISTENT EN GEGRADUEERDE	UNIVERSITAIRES
0	623.664 BEF	822.870 BEF
1	635.886 BEF	847.803 BEF
2	648.110 BEF	872.735 BEF
3	695.267 BEF	915.483 BEF
4	695.267 BEF	915.483 BEF
5	716.222 BEF	953.771 BEF
6	716.222 BEF	953.771 BEF
7	737.177 BEF	992.061 BEF
8	737.177 BEF	992.061 BEF
9	840.088 BEF	1.030.351 BEF
10	840.088 BEF	1.030.351 BEF
11	861.459 BEF	1.068.641 BEF
12	875.706 BEF	1.082.887 BEF
13	897.076 BEF	1.121.177 BEF
14	897.076 BEF	1.121.177 BEF
15	918.447 BEF	1.159.467 BEF
16	918.447 BEF	1.159.467 BEF
17	939.817 BEF	1.197.756 BEF
18	1.013.427 BEF	1.197.756 BEF
19	1.034.797 BEF	1.236.046 BEF
20	1.034.797 BEF	1.236.046 BEF
21	1.056.167 BEF	1.274.336 BEF
22	1.056.167 BEF	1.274.336 BEF
23	1.077.538 BEF	1.312.625 BEF
24	1.077.538 BEF	1.323.625 BEF
25	1.098.908 BEF	1.312.625 BEF
26	1.098.908 BEF	1.312.625 BEF
27	1.120.279 BEF	1.312.625 BEF
28	1.120.279 BEF	1.312.625 BEF
29	1.120.279 BEF	1.312.625 BEF
30	1.120.279 BEF	1.312.625 BEF

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX